

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (soir) 3 septembre 2014

Direction de l'économie publique

32 2014.RRGR.219 Motion 060-2014 Knutti (Weissenburg, UDC) Moins de bureaucratie dans l'agriculture

N° de l'intervention: 060-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 03.03.2014
Déposée par: Knutti (Weissenburg, UDC) (porte-parole)
Grabner (Horrenbach, UDC)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 20.03.2014
N° d'ACE: 892/2014 du 02.07.2014
Direction: ECO

Moins de bureaucratie dans l'agriculture

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. d'alléger les formalités administratives dans l'agriculture ;
2. d'améliorer les contrôles menés dans les exploitations agricoles et de les réduire au strict nécessaire ;
3. de contrôler tous les cinq ans au plus les exploitations agricoles qui n'ont pas subi de changement radical ;
4. de réduire le nombre de personnes employées à l'Office de l'agriculture et de la nature (OAN).

Développement

Maintenant que les Chambres fédérales ont approuvé la Politique agricole 2014-2017, les exploitations agricoles doivent s'attaquer à la première phase de la mise en œuvre. Pour nombre de paysans, les formalités administratives représentent une très lourde charge qui les oblige à solliciter le concours d'un conseiller. La question qui se pose est la suivante : voulons-nous des agriculteurs qui se transforment en bureaucrates ou qui se consacrent à l'exploitation des terres et à la production ?

La mise en œuvre de la Politique agricole 2014-2017 va malheureusement déboucher sur une agriculture extensive et de nombreux programmes qui vont devoir être contrôlés. Aux recensements du printemps et de l'automne va maintenant s'ajouter celui de l'hiver. Les diverses contributions qui peuvent être allouées vont faire gonfler l'appareil de contrôle : contributions au système de production (agriculture biologique, culture extensive), contributions SST, contributions à la biodiversité (qualité et/ou mise en réseau), contributions au paysage cultivé, contributions à la sécurité de l'approvisionnement, contributions de transition. Les exploitations d'estivage peuvent en plus prétendre aux contributions pour les surfaces herbagères et les surfaces à litière. Le canton exige des exploitants et exploitantes qui participent au projet de mise en réseau écologique et qui touchent des contributions de mise en réseau qu'ils participent à une séance de vulgarisation, faute de quoi ils perdent leur droit à la contribution. Les séances durent environ trois heures et ont lieu en groupe. Le canton verse 50 francs par participant. A l'avenir, un millier de séances de ce type seront organisées dans le canton de Berne.

Les mutations en profondeur de la politique agricole exigent un allègement de l'appareil administratif et non son contraire. Les contrôles dans les exploitations doivent être réduits au strict nécessaire et n'être menés que si l'exploitation a subi des changements. En réduisant le nombre de contrôles, on renforce la confiance des exploitants dans les contrôleurs. Il ne faut pas renforcer les effectifs de l'Office de l'agriculture et de la nature, mais les réduire.

Réponse du Conseil-exécutif

Remarques générales

La crédibilité et l'efficacité de la politique agricole dépendent aussi de la transparence et de la simplicité avec lesquelles celle-ci est mise en œuvre. Dans le cadre de la procédure de consultation sur la Politique agricole 2014-2017 (PA 14-17), le Conseil-exécutif avait par conséquent déjà indiqué que la Confédération devrait s'assurer que le passage au nouveau système de paiements directs n'augmente pas le volume de travail administratif des exploitants et des cantons. En outre, dans sa prise de position rédigée pour l'audition relative au train d'ordonnances sur la PA 14-17, la Direction de l'économie publique avait signalé à la Confédération que les nouvelles conditions compliqueraient considérablement les travaux administratifs, notamment les contrôles, et lui avait demandé de procéder à des simplifications. Or, force est de constater que la Confédération n'a pas effectué de modifications essentielles en la matière.

Le canton de Berne a été le premier à séparer les contrôles de l'échelon administratif. Lorsqu'une délégation des contrôles est judicieuse et légale, il confie ces derniers à des organismes accrédités privés au moyen de conventions de prestations. En revanche, la haute surveillance prévue par la loi doit impérativement être effectuée par le canton. Les autorités d'exécution cantonales sont tenues de veiller au respect des dispositions contractuelles et des prescriptions fédérales relatives à l'exécution des contrôles.

Points 1 et 2 :

Les deux premières requêtes de la motion relèvent de la compétence exclusive du Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Dans ce cas, le Conseil-exécutif dispose d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités de réalisation du mandat. C'est lui qui décide en dernier ressort. Comme indiqué en introduction, le Conseil-exécutif soutient en principe les efforts de simplification des travaux administratifs dans le cadre de la PA 14-17. Toutefois, les conditions générales sont fixées par la Confédération. L'ordonnance fédérale sur la coordination des contrôles dans les exploitations agricoles (ordonnance sur la coordination des contrôles ; OCCEA ; RS 910.15) est déterminante en la matière. L'Office de l'agriculture et de la nature (OAN) veille à assurer une coordination aussi efficace que possible des contrôles dans le cadre des prescriptions fédérales. Il poursuivra ces efforts durant la mise en œuvre de la PA 2014-2017 et maintiendra son engagement auprès de la Confédération en faveur de meilleures conditions générales. Le Conseil-exécutif propose par conséquent d'adopter les deux premiers points de la motion sous forme de postulat et de les classer.

Point 3 :

La grande majorité des dispositions que l'OAN applique sont édictées par la Confédération. Ce dernier ne dispose donc que d'une marge de manœuvre limitée en la matière. La fréquence des contrôles est déterminée par la Confédération. En principe, les contrôles de droit public ont lieu tous les quatre ans. Les cantons doivent coordonner ces derniers de manière à ce qu'en général, les exploitations ne présentant pas de manquements lors de contrôles antérieurs ne fassent pas l'objet de plus d'un contrôle de base par année civile. L'OAN respecte cette disposition à la lettre. La fréquence des contrôles requise par les motionnaires nécessiterait une modification de la législation fédérale. Ce point de la motion doit donc être rejeté.

Point 4 :

L'OAN a délégué les contrôles – à l'exception de certains d'entre eux relevant du Service vétérinaire – à des organismes accrédités. Il n'assure lui-même que la haute surveillance et la coordination des contrôles prévues par la Confédération. La vulgarisation pour la mise en réseau évoquée par les motionnaires découle également de dispositions fédérales et non cantonales. Ainsi, les coûts de personnel sont essentiellement générés au niveau des organismes de contrôle par des mandats découlant de prescriptions fédérales. L'efficacité du travail du personnel cantonal chargé de la haute surveillance et de la coordination des contrôles est évaluée en permanence. Malgré l'augmentation des contrôles liée à la mise en œuvre de la PA 14-17, les effectifs du personnel employé dans ce domaine n'ont pas augmenté. Ce point de la motion doit par conséquent être rejeté.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Points 1 et 2 : adoption et classement

Points 3 et 4 : rejet

La présidente. Nous passons à l'affaire 32. Motion de M. Knutti, «Moins de bureaucratie dans l'agriculture». Je vous rappelle que nous serons en débat libre, M. Knutti a la parole. Les porte-parole de groupe pourraient s'annoncer. A vous M. Knutti.

Thomas Knutti, Weissenburg (UDC). Nachdem das Parlament die Agrarpolitik 2014–2017 (AP 14–17) verabschiedet hat, sind wir jetzt in einer Umsetzungsphase und ich persönlich habe sehr viele Rückmeldungen von Bauern erhalten, die sagen: Wir sind halt nicht unbedingt Bürokraten, die gern stundenlang Formulare ausfüllen. Mir selber geht es natürlich auch so, aber das interessiert leider niemanden.

Der administrative Aufwand ist in den letzten Jahren in der Landwirtschaft stärker gestiegen. Wenn ich mit meinen Berufskollegen darüber diskutiere, was in unserer Landschaft mit der Bürokratie eigentlich besser wurde, dann werden wir ganz schnell ratlos und merken, dass sich die Natur eigentlich gar nicht gross verändert hat. Egal wie viele Programme, Vernetzungen, Kulturlandschaftsbeiträge, Versorgungssicherheitsbeiträge, Grün- und Streufläche oder ökologische Vernetzung gemacht werden. Ich persönlich habe letzten Frühling an einer Gruppenberatung teilnehmen müssen. Aber auch dann hat sich auf meinem Betrieb nicht viel geändert, ausser zusätzlichen Kosten.

Ich behaupte, dass unsere Landwirte eigentlich selber ganz genau wissen, welche Bewirtschaftung für ihren Betrieb die richtige sein sollte. Das ist natürlich nur ein Wunschdenken von mir. Wir Bauern sind leider ausgeliefert und müssen die Vorgaben erfüllen. Aber eigentlich könnte man Direktzahlungen nach Fläche, ökologischer Ausgleichsfläche, Ackerbau, Sömmerung und Tierhaltung abrechnen und fertig. Ich bin aber trotzdem mit den Antworten des Regierungsrats in den Punkten 1 und 2 zufrieden, nämlich dass der Bund bei der Umstellung auf das neue Direktzahlungssystem darauf hinarbeiten soll, dass für die Bewirtschaftenden kein zusätzlicher Verwaltungsaufwand entsteht. Somit ist Punkt 1 und 2 für mich korrekt. Ich bestreite aber selbstverständlich deren Abschreibung.

Punkt 3 ziehe ich zurück. Er sollte aber dringend auf Bundesebene angegangen werden. Ebenfalls ziehe ich Punkt 4 zurück. Dort sind wir uns in der Formulierung noch nicht ganz einig. Ich muss festhalten, dass man bei der Umstellung der Agrardatenerhebung in meiner Motionsantwort sagte, durch die elektronische Erfassung werde es eine grosse Arbeitserleichterung geben und der Aufwand in den Fachabteilungen der Verwaltung werde reduziert. Wie gesagt, Punkt 1 und 2 erhalte ich aufrecht, wie der Regierungsrat empfiehlt. Danke für die Unterstützung.

La présidente. Je n'ai encore pas de porte-parole de groupe. M. Reinhard pour le PLR. J'ai bien compris M. Knutti, vous avez retiré les points 3 et 4 et vous contestez le classement des points 1 et 2? – M. Reinhard, c'est à vous.

Carlos Reinhard, Thoune (PLR). Wir haben von der FDP eine grosse Sympatie für diesen Vorstoss, aber für uns ist der Titel eigentlich viel zu lang. Der Titel «weniger Bürokratie» wäre nämlich ausreichend. Bei der Antwort des Regierungsrats spürt man auch eine gewisse Zurückhaltung. Er strebt nämlich nicht an, unnötige Bürokratie aufkommen zu lassen. Aber wir sehen es gleich wie Kollega Knutti: Punkt 1 und 2 sollte man die annehmen ohne sie abzuschreiben. Wir sind mit einer gewissen Kontrolltätigkeit einverstanden. Mit einer Kontrolle stellt man nämlich auch sicher, dass nicht eingehaltene Vorgaben irgendwann ans Licht kommen. Doch diese Kontrollen sollten, wie gesagt, mit gesundem Menschenverstand vorgenommen werden. Wenn man beispielsweise merkt, dass ein Betrieb gut arbeitet, dann muss man dort nicht viele Kontrollen machen und bei einem schlecht arbeitenden Betrieb mehr und nicht etwa umgekehrt. Wir sehen das auch wie mein Vorredner: Punkt 1 und 2 nehmen wir an, ohne Abschreibung.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Seitens der EVP-Fraktion haben wir grundsätzlich Verständnis für das Anliegen des Motionärs, der den administrativen Aufwand für die Landwirtschaftsbetriebe möglichst gering halten möchte. Wir verstehen, dass Kontrollen die Betroffenen verunsichern und zeitaufwendig sind. Das Anliegen, Kontrollen möglichst zu optimieren und auf ein Minimum zu beschränken, können wir gut nachvollziehen. Andererseits ist aber völlig klar, dass regelmässige Kontrollen die notwendige Transparenz bringen und damit auch die Glaubwürdigkeit der Landwirtschaftspolitik des Bundes stützen. Ich erinnere daran, dass in der Bevölkerung manchmal auch Vorbehalte gegen diese Direktzahlungen geäussert werden. Längst nicht alle Leute haben

Verständnis für dieses wichtige Instrument der eidgenössischen Landwirtschaftspolitik. Solchen Vorbehalten gegen Direktzahlungen kann mit dem Hinweis auf die regelmässigen Kontrollen gut entgegnet werden. Somit gibt es, auch aus Sicht der Landwirtschaftsbetriebe, gute Gründe für regelmässigen Kontrollen. Wir anerkennen die Bemühungen der Regierung, die Auflagen des Bundes im Bereich der Landwirtschaft möglichst effizient auszuführen. Wir werden darum die beiden verbliebenen Punkte dieser Motion auch als erfüllt abschreiben.

Christian von Känel, La Lenk (UDC). Mit der neuen AP 14–17 ist der administrative Aufwand stark angestiegen. Statt produzierende Landwirtschaft, ist die AP neu ökologisiert worden. Das bedeutet für uns Bauernfamilien einen sehr grossen administrativen Aufwand. Im Nationalrat wurden zwei Motionen eingereicht, um administrative Auswüchse zu stoppen, die Auflagen zu Lasten der Landwirtschaft generell zu reduzieren, das Direktzahlungssystem zu vereinfachen und die Kontrollverfahren zu straffen. Deswegen ist für uns wichtig, dass wir als grösster Agrarkanton auch aktiv mithelfen, die ganze Bürokratie herunterzufahren, die Kontrollen in den Landwirtschaftsbetrieben zu optimieren und sie auf ein Minimum zu beschränken. Aus diesen Gründen stellt die SVP-Fraktion einstimmig den Antrag, Punkt 1 und 2 dieser Motion anzunehmen. Zudem fordern wir den Regierungsrat auf, weiter aktiv mitzuhelfen, den administrativen Aufwand zu reduzieren. Aus diesem Grund stellen wir zusätzlich den Antrag, die Motion eben nicht abzuschreiben. Ich hoffe, dass Sie uns unterstützen können.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Der Regierungsrat wird hier aufgefordert, den administrativen Aufwand in der Landwirtschaft zu reduzieren. Das ist eine Herzensangelegenheit, sicher für alle Bäuerinnen und Bauern. Ich würde diese Forderung hundertprozentig unterstützen, und der Titel der Motion ist mir ausserordentlich sympathisch. Als Kantonsparlament haben wir aber leider nur beschränkten Einfluss auf die bürokratischen Abläufe und Kontrollorgane. Bekanntlich wird die Landwirtschaftspolitik vor allem auf Bundesebene definiert. Das heisst, dass Kontrollintervalle bei den meisten Kontrollen Bundessache sind und wegen den unzähligen Labels ein ganzer Strauss von Kontrollen anfallen. Die BDP-Fraktion unterstützt die Punkte 1 und 2 der Motion. Die Punkte 3 und 4 wurden ja zurückgezogen.

Matthias Burkhalter, Rümligen (PS). Ich habe noch nicht ganz verstanden, weshalb wir hier eine freie Debatte führen und vorher eine reduzierte. Für mich ist das Ganze noch wahnsinnig undurchsichtig. Ich hoffe, dass das Ratsbüro und der Grosse Rat einmal bereit sein werden, diese Regelungen zu ändern. Die SP-JUSO-PSA Fraktion hat absolut keine Mühe mit dem Antrag des Regierungsrats. Wir werden ihm folgen und wir sind insbesondere auch glücklich, dass Punkt 4 zurückgezogen wurde. Herr Rösti hat vorhin dem LANAT den Auftrag gegeben, mit zahlreichen Organisationen die Umsetzung abzuchecken, und gleichzeitig wollen Sie noch die Anzahl der Verwaltungsangestellten herunterfahren. Das geht für mich nicht ganz auf. Also ich glaube, diese Leute braucht man dort. Aber der Vorstoss wurde ja in diesem Punkt zurückgezogen. Daher besteht kein Problem, wir stimmen, wie es der Regierungsrat empfiehlt.

Kilian Baumann, Suberg (Les Verts). Heute Abend wird viel «gebauert», daher kann ich bereits wieder hier vorne sprechen. Als ich diese Motion gelesen habe, «Weniger Bürokratie in der Landwirtschaft», dachte ich zuerst einmal: Ah, super, für mich als Bauer weniger Bürokratie! Nun kommen sicher gute Ideen, wie man diesen Aufwand abbauen kann. Leider wurde ich enttäuscht. Es kamen keine Vorschläge, sondern nur pauschale Forderungen, wie das Reduzieren der Anzahl von Verwaltungsangestellten. Solche Forderungen erinnern mich ein bisschen an Politiker, die fordern, man solle doch die Anzahl Bauern reduzieren, dann habe man den Verwaltungsaufwand auch gleich reduziert. Ich halte nichts von solchen Forderungen. Was die Anzahl Kontrollen betrifft, muss man festhalten, dass ein grosser Teil der Kontrollen in der Landwirtschaft nicht von Bund oder Kanton gefordert sind, sondern erst dann anfallen, wenn man für einen Grossverteiler zu produzieren beginnt. Wenn man SwissGAP Label-Anforderungen erfüllen muss, dann kommen wirklich viele Kontrollen. Mein Bio-Betrieb zum Beispiel wird einmal pro Jahr kontrolliert und das finde ich auch gut. Darum sind wir von den Grünen froh, dass die Punkte 3 und 4 zurückgezogen wurden. Die Punkte 1 und 2 werden wir annehmen und könnten auch damit leben, wenn sie nicht abgeschrieben würden. Für gute Ideen, wie man den administrativen Aufwand in der Landwirtschaft minimieren oder zumindest ein bisschen reduzieren und Kontrollen optimieren kann, sind wir immer offen.

Michel Rudin, Lyss (pvl). Wir haben es immer wieder gehört, es geht um Aufwände. Aber es sind nicht nur die Aufwände, die von den Landwirten betrieben werden. Es ist nämlich auch der Aufwand des Steuerzahlers, der mit seinen Subventionen etwas zur Verfügung stellt, mit dem etwas produziert werden muss und das einem gewissen Qualitätsstandard entsprechen soll. Für uns ist es eine Selbstverständlichkeit, dass die Bürokratie nicht zu hoch ausfallen darf. Das ist logisch und das sehen wir auch so. Doch hier steht explizit auch, dass die Kontrollen auf ein Minimum heruntergesetzt werden. Ich denke da insbesondere an den Bereich Tierschutz. Wir haben erst gerade wieder Fälle bei der Schweinezucht gehabt, die in der Presse erschienen sind und wo wir sagen mussten: Ja gut, also da können wir nicht dahinter stehen! Da hätte es mehr Kontrollen gebraucht! Auch über die Landwirtschaftsstrategie 14–17 wurde gesprochen. Sie stellt vor allem zwei Aspekte ins Zentrum: Biodiversität zum einen und Qualität zum anderen. Daran wollen wir uns orientieren und das ist für uns eine Kernbotschaft. Alles in allem können wir uns aus diesen Gründen der Empfehlung des Regierungsrats anschliessen und werden uns dementsprechend entscheiden.

La présidente. Y-a-t-il encore des porte-parole de groupe? – Ce n'est pas le cas. Des intervenants à titre personnel? – M. Schlup de l'UDC.

Martin Schlup, Schüpfen (UDC). Meine Vorredner haben von den Kontrollen gesprochen. Klar, wir haben nichts gegen Kontrollen, wenn sie sinnvoll sind. Es ist auch unser Anliegen, dass wir Qualität produzieren. Aber ich möchte Ihnen doch schnell an zwei Beispielen sagen, was man kontrolliert. Manchmal müsste man nicht fragen, wie oft man kontrolliert, sondern was wir eigentlich kontrollieren wollen. Diese Woche habe ich zum Beispiel in einer E-Mail gelesen, dass man nun bald zwei Nährstoffbilanzen machen muss. Ich habe überhaupt nichts dagegen, wenn ich eine Nährstoffbilanz machen muss. Das mache ich schon seit 30 Jahren auf meinem Betrieb. Ich will ja wissen, ob ich meine Nährstoffe sinnvoll einsetze. Aber es soll mir jemand sagen, weshalb ich nun zwei machen soll. Für mich ist ja wichtig, dass ich plane, wo ich diesen Dünger einsetzen will. Ich schreibe alles auf und es ist mir auch klar, dass all das kontrolliert wird. Das ist für mich eigentlich gut, aber jede weitere zusätzliche Bilanz bringt mir nur noch mehr Papier und Kontrolltätigkeit. Das zweite Beispiel: Diesen Frühling hatte ich eine Biodiversitätskontrolle. Ich habe ziemlich viele Hochstammbäume. Sie sind wunderbar für die Vögel. Da habe ich selber auch Freude dran, obwohl sie mehr Arbeit geben. Der Kontrolleur fragte mich, ob ich die vorgeschriebene Anzahl Vogelnester hätte. Ich konnte sie ihm natürlich zeigen. Aber als er mich dann fragte, ob ich sie auch regelmässig putzen würde, habe ich eigentlich keine Antwort mehr gegeben, sondern gedacht, wenn ich im Grossen Rat aufhöre, lasse ich mich dann zum eidgenössisch diplomierten Vogelnestputzer ausbilden. (*Hilarité*)

Samuel Graber, Horrenbach (UDC). Als Mitmotionär wollte ich eigentlich nichts sagen, aber Matthias Burkhalter hat mir einen Steilpass zugespielt, indem er etwas wegen dem beantragten Stellenabbau sagte. Wenn ich heute schaue, dann können wir gut ein paar Stellen abbauen, vielleicht nicht im LANAT selber, aber gerade der Abteilung Naturförderung (ANF). Ich habe den Jahresbericht der ANF gesehen. Für mich ist dieser Jahresbericht zu ausführlich und ich frage mich jeweils, wer diese Jahresberichte liest? Dort könnte man meines Erachtens gut, und nicht nur ein bisschen, einsparen. Dort könnte man ziemlich viel sparen. Punkt 4 der Motion ist ja jetzt zurückgezogen, aber ich werde höchstwahrscheinlich eine Motion einreichen und werde dann vielleicht am besten die Namen der Leute aufführen, die wir beim ANF oder beim LANAT abbauen. Danke. (*Agitation dans la salle*)

Fritz Ruchti, Seewil (UDC). Ich möchte Ihnen kurz aus der Sicht eines voll produzierenden Landwirts erzählen, was in der Landwirtschaft geschieht. Das ist kein Gejammer, sondern es sind einfach Facts und Tatsachen. Mein Betrieb produziert rund 600 Tonnen Kartoffeln, etwa 150 Tonnen Karotten, 150 Tonnen Getreide und dann haben wir noch einige Kühe und Schweine. Ich will nicht von den Kontrollen sprechen, aber wir machen SwissGap, und wir müssen SwissGap machen. Das gibt vermehrt Kontrollen, damit wir den Konsumentinnen und Konsumenten in Migros und Coop unsere Ware verkaufen können. Es handelt sich um eine Nachverfolgung in jedes Detail hinein. Wir haben draussen ein Büro. Dort sind Hängeregistraturen, fast so, wie in der Staatskanzlei hier in Bern. Das ist das eine. Das andere ist die Realität von 2014. Wir hatten einen sehr nassen

Sommer. Rund 150 Tonnen Weizen sind ausgewachsen, mal 15 Franken pro hundert Kilo. Wir sind momentan am Kartoffeln graben. Letzten Freitag haben wir gelesen, dass ihr Preis um 15 Prozent gesunken ist. Das geschah nicht wegen mir, sondern weil einfach viel zu viel Saatgetreide verkauft wurde, die Branchenorganisationen zu grosse Verträge gemacht haben und es jetzt halt wieder eine etwas bessere Ernte gibt. 15 Prozent auf 600 Tonnen Kartoffeln, letztes Jahr 53 Rappen das Kilo, dieses Jahr 44 Rappen das Kilo! Sie können das selber ausrechnen. Es gibt zusammengezählt etwa 70 000 Franken. Wenn der Milchpreis noch um 5 Rappen heruntergeht, ergibt das noch einmal etwa 30 000 Franken. Voila, nun können Sie herausfinden, was einem produzierenden Bauern heute geschehen kann – und irgendwie nehmen die Kontrollen immer noch mehr zu.

La présidente. Mme Fuhrer à titre personnel. Est-ce que je peux clore la liste des intervenants à titre personnel? – C'est le cas, donc je le fais. A vous Madame.

Regina Fuhrer-Wyss, Burgistein (PS). Ich habe eigentlich nicht vorgesehen zu diesem Geschäft zu sprechen. Ich hatte den Eindruck, wir sind gut in diese Diskussion gestartet und wir sind uns einig, die Punkte 3 und 4 wegzulassen. Die Punkte 1 und 2 werden von fast allen Seiten unterstützt. Die Abschreibung stand noch etwas in Frage, aber vom Grundsatz her war man sich hier im Grossen Rat einig. Wir haben einen grossen administrativen Aufwand und man möchte ihn optimieren und reduzieren.

Während der weiteren Diskussion, hat es mich dann doch etwas gejuckt, und mir scheint, dass die Agrarpolitik 14–17 tatsächlich viele Änderungen mit sich gebracht hat. Sie ist eine grosse Herausforderung für uns Bauern und Bäuerinnen und wir haben viele neue Elemente, neue Leistungen, die wir für die Gesellschaft erbringen können oder dürfen. Damit ist nun auch der Aufwand gewachsen. Wir haben ein System, das tatsächlich langsam auch an seine Grenzen stösst. Wir haben eine Gesellschaft und einen Staat, der die Landwirtschaft unterstützt. Man definiert die Leistungen die man von uns Bauern und Bäuerinnen will und das wird dann auch abgegolten, und das zu Recht. Es muss dann aber auch kontrolliert werden. Aber wie gesagt, das System stösst langsam an Grenzen, und gerade jetzt, bei der Einführung, haben wir wirklich einen grossen Aufwand. Aber man müsste meines Erachtens in diesem Gesellschaftsvertrag eben auch darlegen, was wir machen und wie wir das machen, wofür wir ein Entgelt erhalten. Wie mir scheint, sind wir uns einig. Punkt 1, den administrativen Aufwand zu reduzieren, ist unbestritten. Und dass man die Kontrolle optimieren will, nehme ich an, ist auch klar. Es ist aber auch klar, dass kontrolliert werden muss, wenn man hier eben etwas hat, das man gibt und man etwas dafür bekommt. Von dem her, nehmen wir doch die Punkte 3 und 4 an. In der Abschreibung wird es wohl unterschiedliche Meinungen geben.

Andreas Rickenbacher, directeur de l'économie publique. Ich möchte auch hier für die Diskussion und für den Rückzug der Punkte 3 und 4 danken. Wir sprechen somit noch über die Punkte 1 und 2. Für den Regierungsrat und auch für mich persönlich war es immer wichtig, einen einfachen Vollzug dieser Kontrollen zu haben. Wir sind uns vermutlich einig, dass es solche Kontrollen braucht. Das ist ganz im Sinne der Konsumentinnen und Konsumenten, welche die Kunden der produzierenden Landwirtschaft sind. Auf der andern Seite möchten wir, dass diese Kontrollen möglichst einfach sind.

Sie haben in der Motionsantwort gelesen, dass sich die Volkswirtschaftsdirektion beim Bund immer dafür eingesetzt hat, dass diese Kontrollen möglichst einfach sind und dass insbesondere auch der administrative Aufwand in der Landwirtschaft nicht steigt. Das habe ich auch im aktuellsten Fall, bei der Agrarpolitik 14–17, gemacht. Ich kann Ihnen sagen, es ist nicht immer ganz einfach, mit dieser Forderung auf Bundesebene Gehör zu finden. Dort ist man doch noch etwas weiter von der Landwirtschaft und von der Praxis weg, als das vielleicht bei uns der Fall ist. So gesehen, haben wir bei uns im Kanton auch alles unternommen, um die kantonal bedingten, administrativen Aufwände und Kontrollen so einfach wie möglich zu gestalten. Ich muss hier aber auch sagen, dass Verschiedenes von dem, was zum Teil in der Landwirtschaft nicht so positiv ankommt, auf Bundesebene entschieden wird und wir dort als Kanton im Vollzug natürlich keinen Spielraum haben. Vielmehr müssen wir die in der Bundesgesetzgebung definierten Spielregeln korrekt umsetzen. Was kantonal bedingt ist, können wir aber beeinflussen. Werte Grossratsmitglieder, ich lege meine Hand dafür ins Feuer, dass wir dort den Aufwand möglichst gering halten und die Administration auch nicht überborden lassen.

Nun verbleibt noch die Frage der Abschreibung dieser ersten zwei Punkte. Dazu muss ich Ihnen

einfach sagen, dass es sich um eine Daueraufgabe handelt. Ich erwarte von meinem Amt und von meinen zuständigen Mitarbeitenden fortwährend, dass sie dafür sorgen, dass der administrative Aufwand eben nicht zu hoch wird und dass keine unnötigen Kontrollen gemacht werden. Deswegen ist es für mich ein bisschen schwierig, wenn der Grosse Rat diese Motion nicht abschreibt. Dann bleibt diese Motion einfach hängig und es stellt sich die Frage, bei welchem Geschäftsbericht – 2016 oder 2017 – wir diese Motion dann doch abschreiben müssen, obwohl diese Daueraufgabe eigentlich weiterhin besteht. Deswegen lade ich den Grossen Rat doch ein, der Abschreibung in diesen beiden Punkten zuzustimmen, denn sonst ist für uns eben nicht klar, welche Meinungsäusserung der Grosse Rat gemacht hat. Ich verbürge mich dafür, dass wir diese Daueraufgabe ernst nehmen und weiterhin den Aufwand möglichst gering halten, auch wenn diese Motion abgeschrieben wird.

La présidente. Est-ce que le motionnaire veut encore une fois la parole? – Non. Nous passons tout de suite au vote. Nous votons seulement sur les points 1 et 2 et sur le classement. Tout d'abord, ceux qui acceptent le point 1 en tant que motion votent oui et ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	136
-----	-----

Non	0
-----	---

Abstentions	3
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté ce point 1 en tant que motion. Nous passons au classement de ce point. Ceux qui acceptent le classement votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (classement du ch. 1)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui	56
-----	----

Non	79
-----	----

Abstentions	3
-------------	---

La présidente. Vous avez refusé ce classement. Nous passons au point 2. Ceux qui acceptent le point 2 en tant que motion votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Adoption

Oui	129
-----	-----

Non	4
-----	---

Abstentions	4
-------------	---

La présidente. Vous avez accepté ce point 2. Nous passons donc au classement. Ceux qui acceptent le classement de ce point 2 votent oui, ceux qui le refusent votent non.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui	56
-----	----

Non	80
-----	----

Abstentions	3
-------------	---

La présidente. Vous avez refusé le classement. Nous avons donc fini avec la Direction de

l'économie publique. Comme je vous l'ai annoncé hier, M. Rickenbacher a l'obligeance de remplacer Mme Simon qui est malade. Nous passons tout de suite à la Direction des finances, à l'affaire 35.